

Lille, Lyon, Marseille, Paris, Bondy : les tables rondes



Bondy, le 27 mars, on travaille fort sur le travail.

TRAVAIL IL FAUT QUE ÇA CHANGE !

Travailler, toutes les femmes sont pour. Et pourtant, les disparités de salaires hommes-femmes, les horaires peu compatibles avec la vie de famille, les promotions impossibles... sont **autant d'obstacles à surmonter !**

Photos Emanuele Scorcelletti.

Les Françaises n'imaginent pas une vie sans travail. De Lille à Marseille, de Lyon à Bondy et à Paris, c'est une nécessité pour toutes, le garant de leur indépendance financière et de leur liberté. Avec cependant de nombreux bémols. Camille (Lyon) : « Le travail est une identité quand il est choisi. Le temps partiel subi n'a rien à voir avec l'épanouissement. » Et Hélène (Lille) : « On a beaucoup avancé en quarante ans. Mais, dans le monde du travail, le respect fait défaut et certains de nos acquis reculent. » Deuxième constatation : quelle que soit leur profession, leur plus grand problème est de parvenir à concilier vie privée et vie professionnelle. Bien sûr, il est plus simple d'avoir les moyens de faire garder ses enfants que d'être, ainsi que le raconte Denise (assistante sociale à Lille), « caissière avec des horaires morcelés et mère célibataire ». Mais la plupart de ces femmes actives souffrent de cette gymnastique qui les oblige à faire des choix permanents. Même celles qui n'ont pas encore d'enfants se demandent avec inquiétude comment elles se débrouilleront quand elles en auront. « La maternité met en

retrait les femmes vers 30-35 ans, au moment où les hommes évoluent », dit Christelle (Paris). A Bondy, Julie s'affole et se demande si elle aura des enfants un jour. A Lyon, les étudiantes de Sciences-Po s'inquiètent devant les difficultés de leurs aînées. « A-t-on le droit de dire qu'on veut rester à la maison pour élever ses enfants ? » s'interroge timidement l'une d'elles.

D'autres réclament le droit de travailler différemment, soit avec des horaires flexibles, comme Delphine (Lille) qui, après son congé maternité, a tenu à partir à 18 h. « Je pensais avoir grillé ma carrière, mais, trois mois après, j'ai été promue. Le patron me trouvait plus sereine, plus efficace. » Ou toutes celles qui, comme Fatya (Bondy), ont choisi l'auto-entrepreneuriat.

Selon les générations, la relation au travail diffère. Les plus jeunes refusent de se transformer en superwomen. Elles veulent qu'on respecte leur temps et leurs choix de vie, et surtout que la maternité ne soit plus vue comme un domaine mineur. Mais le sentiment d'injustice par rapport aux hommes est partagé par toutes. Même s'ils participent aux tâches ménagères, ils se posent moins de questions, disent-elles, et se sentent moins coupables qu'elles.

64%

des mères de deux enfants aimeraient aménager leurs horaires de travail.

(Sondage ELLE-lfop)

« Les pères les plus aimants oublient qu'ils ont une vie privée et des enfants, sitôt franchies les portes de l'entreprise. » A quoi Isabelle (Paris) rétorque : « Les entreprises ne leur facilitent pas la vie non plus. Un homme qui veut contribuer à sa vie de famille reste suspect. » « Ils ont quand même beaucoup

des États généraux de la femme

changé », rappellent Karima et Hanissa (Bondy). Voilà pour-quoi le congé parental obligatoire pour les hommes revient si souvent dans les discussions. « Avec les familles recomposées, les hommes font plus d'enfants que les femmes. Si ce congé était obligatoire pour chaque enfant, embaucher un homme serait plus risqué », dit Charlotte (Paris). « Plus les gens partagent les mêmes situations, plus ils sont disposés à les comprendre », explique Sophie (Lyon).

Les mêmes inégalités reviennent en boucle : différences de salaires entre les hommes et les femmes, plafond de verre impossible à crever (« Pour avoir une progression de carrière, il faut se démener trois fois plus qu'un homme », déplore Dominique, de Lille), discriminations à l'embauche (avec les questions théoriquement interdites sur la vie familiale), temps partiel subi, chômage et précarité (qui touchent en majorité les femmes). A Bondy, l'accent est mis sur l'origine sociale, géographique ou ethnique : « Soit on vous renvoie à vos origines, soit on vous choisit comme emblème de la diversité », dit Safia qui, après des études très poussées, a dû rabattre ses ambitions faute de trouver le poste souhaité. Toutes fustigent le machisme du monde du travail. « Les lois, c'est très bien, mais le facteur culturel pèse », regrette Sylvie, DRH à Marseille. Elles déplorent les réunions après 19 h (l'heure des enfants). Les réseaux, disent-elles en chœur, c'est ce qui manque aux femmes pour avancer.

Toutes s'accordent pour se remettre en question : manque de confiance en soi, autocensure, culpabilité. Le changement, affirment-elles, ne doit pas se faire sans les hommes, car, aujourd'hui, le monde du travail est violent pour tous. « L'homme évolue lui aussi. Encore faut-il lui en laisser le temps ! » « Nous gagnerons s'ils nous aident » « Nous avons le devoir de nous défendre mais avec eux et pas contre eux. »

La mauvaise image qu'elles ont toutes de la politique reflète l'opinion générale des Français. Si les femmes ne s'engagent pas plus, disent-elles, c'est qu'elles ne trouvent pas leur place dans ce milieu machiste et violent, dont ont parlé certaines élues présentes aux tables rondes. De plus, un véritable engagement réclame du temps... Justement ce qui leur manque. Elles regrettent aussi que les femmes restent cantonnées à l'action sociale, à des sujets dits féminins. Et aussi que les femmes politiques aient si mauvaise presse : « On les juge sur leur apparence, pas sur ce qu'elles font. » La grande majorité d'entre elles se sentent plus à l'aise dans les conseils municipaux, les associations, et là où il faut agir. Mais elles le regrettent : avec plus de femmes politiques, les revendications des femmes seraient mieux entendues.

MICHELLE FITOUSSI



« Les jeunes doivent réinventer le féminisme »

MICHELLE PERROT*

« Le féminisme d'autrefois peut paraître guindé, austère. Mais ça ne me gêne pas. Les filles d'aujourd'hui sont confrontées à des situations nouvelles et doivent réinventer "leur" féminisme. Certes, je voudrais qu'elles ne nous oublient pas complètement, mais elles ne peuvent pas répéter les recettes d'autrefois, car les enjeux ne sont pas les mêmes aujourd'hui. Chaque génération affronte ses problèmes. Les anciennes féministes n'ont pas à jouer les donneuses de leçons. La transmission doit se faire dans les deux sens pour que les expériences communiquent : aux jeunes générations de garder à l'esprit nos combats et à nous de savoir écouter leurs nouvelles revendications. »

C.Rob.

* Historienne et féministe.

« La grossesse reste un facteur de discrimination »



MARIE BECKER*

« Un tiers des femmes estiment avoir fait l'objet d'une discrimination dans leur carrière à cause de leur maternité. En 2006, la loi sur l'égalité professionnelle a identifié la grossesse comme un critère de discrimination. Depuis, les employeurs peuvent être condamnés à verser jusqu'à 200 000 euros d'indemnités. Non-renouvellement de CDD à l'annonce d'une grossesse, perte de responsabilité au retour du congé... Certains sont capables de tout pour se débarrasser d'une femme, qui, à leurs yeux, ne sera plus compétente, parce qu'elle va ou vient d'avoir un enfant. Beaucoup de femmes se résignent. Si elles étaient soutenues sur le terrain juridique, elles pourraient faire valoir leurs droits. »

I.D.

* Juriste à la Halde.

« Imposons les lois les plus favorables aux femmes de chaque pays de l'U.E. »



GISÈLE HALIMI*

« Imaginez une Europe où les femmes pourraient avorter comme aux Pays-Bas avec huit semaines supplémentaires, où les femmes battues bénéficieraient de la très efficace loi-cadre espagnole contre les violences, où les hommes seraient obligés de prendre un congé parental rémunéré comme en Suède... Un rêve ? Non, une réalité que nous connaissons un jour ! Avec l'association Choisir, nous proposons de choisir dans les 27 pays d'Europe les lois les plus favorables aux femmes et d'en faire un bouquet législatif qui s'imposerait dans toute l'Europe : avortement, travail, violence, prostitution, parité... Le 23 février 2010, l'Assemblée nationale française a adopté cette "clause de l'Européenne la plus favorisée". La Belgique l'avait précédée. La Suède, l'Espagne et d'autres pays suivront bientôt. Enfin une proposition concrète qui cimenterait l'Europe sur une valeur commune : la cause des femmes ! »

A.-C.S.

* Avocate et présidente de Choisir la cause des femmes.

... table ronde travail

« La France est 65^e pour la représentation des femmes députées »



MARIETTE SINEAU*

« Les freins à l'accès des femmes en politique tiennent beaucoup aux partis politiques. La France autorise le cumul des mandats et fonctions : les députés-maires ou sénateurs-maires sont des figures archétypales de la vie politique. Cette pratique va de pair avec le scrutin uninominal, en vigueur pour l'élection des députés. Ces deux règles avantagent les sortants et les notables, des hommes pour l'essentiel, qui "tiennent" leurs territoires comme des fiefs. Ils laissent peu de place aux femmes. La France est au 65^e rang mondial pour la proportion de femmes députées ! »

M.F.

* Directrice de recherche au Cevipof, membre de Terra Nova.

« Valorisons la double culture des femmes immigrées »



YOLANDE COHEN*

« "Femmes immigrées", je n'aime pas ce terme, car il renforce un stéréotype. Elles ont souvent le même statut que les femmes

précaires françaises, la double culture en plus. Le grand défi est de réussir à les intégrer. Mais la plupart n'ont que le réseau familial, qui peut parfois être oppressif. Il ne faut pas nier la dimension positive que ces femmes portent en elles. Elles offrent une diversité de culture qui devrait être valorisée plutôt qu'enterrée. Quand elles les connaissent, la majorité de ces femmes sont heureuses des nouveaux droits qui leur sont offerts. Il faut faire valoir l'état de droit en mettant en place un plan d'urgence à l'intégration, mais sans les stigmatiser. »

M.P.
* Historienne et professeure à l'université de Montréal. Membre de Terra Nova.

« Exigez promotions et augmentations ! »



BRIGITTE GRÈSY*

« Ni les entreprises ni les pouvoirs publics n'ont pris en compte ce bouleversement social que constitue le travail des femmes. Elles sont toujours engluées dans la double journée, ont du mal à accéder au top management et l'écart de rémunération reste en moyenne de 27 % entre les hommes et les femmes... Et ce, malgré les nombreuses lois : il faudrait imposer aux entreprises des objectifs en termes d'embauche, de promotion et de salaire, sous peine de sanctions, moraliser le temps partiel et dire aux femmes de ne pas s'autocensurer. Mesdames, demandez des promotions et des augmentations ! »

J.D.
* Inspectrice générale des affaires sociales. Auteure du Rapport sur l'égalité professionnelle remis au ministère du Travail (2009) et du « Petit Traité contre le sexisme ordinaire » (Albin Michel).

« L'articulation travail-famille repose toujours sur les femmes »



ANNE SOLAZ*

« J'ai coordonné l'enquête "Entre famille et travail. Des arrangements des couples aux pratiques des employeurs" (La Découverte,

2009). Nous avons interrogé un échantillon représentatif de 9 547 salariés de 20 à 49 ans et 2 673 employeurs. La charge de l'articulation travail-famille repose toujours sur les femmes. L'arrivée d'un enfant marque une rupture dans leurs trajectoires, alors qu'elle n'influence pas les carrières masculines. Ce sont également elles qui font face aux imprévus (enfants malades) ou aux gardes du mercredi. Elles ont intégré cette répartition inégalitaire des rôles. Lors du choix d'un emploi, elles accordent plus d'importance à la commodité des horaires (26 % contre 10 % des hommes), tandis que les hommes s'attachent davantage au salaire et aux perspectives de carrière (80 % contre 64 % des femmes). »

LL
* Chercheuse à l'Ined.

« L'insécurité professionnelle nourrit le retour au foyer »



SYLVIANE GIAMPINO*

« Les mères qui ne se sentent pas assez présentes auprès de leurs enfants sont légion et, aujourd'hui,

l'insécurité économique ajoute une dimension d'anxiété. Auparavant, les femmes voyaient dans le travail une source de liberté et d'autonomie. Aujourd'hui, elles ne peuvent plus être sûres que le travail va leur garantir un avenir financier. Si bien que cesser de travailler se présente chez certaines femmes comme un choix en vertu d'un nouvel idéal. Ne s'agirait-il pas plutôt d'une résignation masquée face aux difficultés de vivre ce cumul d'anxiété et de culpabilité ? On peut s'interroger sur ce retour au foyer par lequel des femmes nourrissent les idéologies régressives, selon lesquelles l'accomplissement serait dans la famille. »

LL
* Psychanalyste. Auteure de « Les femmes qui travaillent sont-elles coupables ? » (Albin Michel).

« Osons être comme les hommes ! »



CYNTHIA FLEURY*

« Les femmes et les hommes n'ont pas le même rapport au pouvoir. On présuppose qu'elles sont porteuses des valeurs éthiques (celles du cœur, de la proximité), alors que sont attribuées aux hommes les valeurs d'objectivité (la stratégie, le goût du pouvoir). Si elles veulent le pouvoir, les femmes doivent adopter les codes masculins. Il faut qu'elles sortent de cette sexualité. Qu'elles assument l'ambition du pouvoir. Elles ont les moyens de faire reconnaître leurs compétences. Bientôt, il se pourrait que l'on assiste, parmi les femmes politiques, à des comportements décomplexés par rapport au pouvoir, pouvoir de faire, mais aussi pouvoir tout court. »

C.L.-S.
* Philosophe.